

Encore les problèmes scolaires

Vers la mi-septembre le ministère de l'Education nationale assurait que les professeurs et les locaux nécessaires seraient disponibles et que la rentrée scolaire d'octobre 1958 s'effectuerait dans les meilleures conditions que les précédentes. C'était avant le 28 septembre ! la presse bien pensante dans son souci d'assurer la victoire de « oui », claironnait à tous les vents un redressement rapide dans le domaine scolaire.

Or, à quelques jours de la rentrée, nous pouvons juger. En fait de redressement, nous sommes servis ! Chaque jour qui passe, nous apprend les difficultés terribles que traverse l'université.

De la France entière des protestations surgissent. Naturellement, la grande presse du « Oui », la radio ni la télévision font la moindre allusion à ces difficultés.

Voyons de plus près. Sur un plan général, nous venons d'apprendre par « La Voix de l'Enseignement Technique », que 70.000 enfants ont été refoulés de cet ordre d'enseignement, faute de place.

Dans l'enseignement primaire, le ministère de l'Education nationale pourrait nous dire qu'il existe :

533 classes avec un effectif de 50 à 60 élèves.

12.380 classes avec un effectif de 40 à 50 élèves.

64.235 classes avec un effectif de 30 à 40 élèves.

Nous sommes loin de la revendication des enseignants et des parents d'élèves qui réclament depuis longtemps des classes de 25 à 30 élèves.

Il y a donc des difficultés matérielles. Aux réclamations, le ministère répond : « Nous n'avons pas de crédits ». Aux problèmes matériels — remarquons en passant que dans notre localité la question des locaux a été résolue grâce aux efforts constants de la municipalité. L'ouverture prochaine de deux nouvelles écoles (Les Sablettes et F.-Durand) en est une preuve supplémentaire — s'ajoute celui du recrutement des maîtres. La situation dans ce domaine devient dramatique.

— 22.000 instituteurs ont manqué au 1er octobre 1958.

— 3.000 professeurs des lycées et collèges. Autant dans les collèges techniques et les centres d'apprentissage. Le gouverne-

ment ne fait pas de créations ou très peu, alors qu'il y a des centaines de milliers d'élèves de plus chaque année.

Aux revendications des syndicats et des parents d'élèves, le gouvernement répond : « Nous n'avons pas de crédits ».

Mais pour continuer et renforcer la guerre en Algérie, on trouve les crédits. Plus de 2 milliards par jour !

Et comme la guerre dure depuis 4 ans, on aurait pu en construire des écoles et nommer des professeurs. Et combien de jeunes instituteurs, professeurs pourraient être à leur poste si le service militaire était à 18 mois, alors que la guerre les prend pour 30 mois.

Pas d'instituteur à 40.000 fr. par mois, mais les colonels d'Algérie palpent 235.465 fr dans le même temps, sans parler du supplément familial.

Cependant pour essayer de pallier à cette situation tragique pour l'enfance et la jeunesse, les chefs d'établissement ont reçu l'ordre de recruter des suppléants, des retraités, des contractuels.

Evidemment, il s'agit là de gens qui, en dépit de leur bonne volonté, n'offrent que des possibilités bien incertaines d'adaptation ou de réadaptation à l'enseignement.

Dans de telles conditions, il n'est plus possible à nos enfants de recevoir un enseignement de qualité.

On sait, à ce sujet, le mécontentement qui règne parmi les familles dont les enfants fréquentent nos collèges Curie et Martini.

Des enfants ont même refusé de venir en classe à de certaines heures.

Ils manqueront à d'autres heures, car un professeur malade n'est pas remplacé. Leur préparation au bac est bien compromise !

— QUI EST RESPONSABLE DE CET ETAT DE CHOSES ?

— Evidemment pas les chefs d'établissement qui ont le souci constant de faire fonctionner correctement leur école.

Comme on dit : Ils prennent « ce qu'on leur donne ».

Le personnel de fortune qu'on utilise n'est pas davantage en cause. Il fait « ce qu'il peut ». Mais alors faut-il abandonner tout espoir de redressement ? Non pas.

Il faut commencer par situer les responsabilités. Au lieu de prendre les gens pour des imbéciles, le gouvernement qui règne depuis 5 mois avec des pouvoirs sans partage aurait pu faire quelque chose de positif. Mais la défense de l'école laïque et de ses enfants l'intéresse fort peu.

Qu'a fait le ministre Berthoin, cependant ministre de l'Education nationale dans les gouvernements précédents ? Il connaît la situation depuis longtemps celui-là, aussi bien que Pinay, Mollet et consorts !

Quont-ils répondu aux propositions des syndicats de l'Enseignement qui luttent depuis des années contre une politique de misère de l'école.

La Fédération de l'Education nationale propose depuis des années l'utilisation à temps plein de tous les licenciés et cela pourrait se faire dans l'immédiat. Depuis longtemps, elle lutte pour la revalorisation des traitements, sans quoi les physiciens et mathématiciens s'en iront tous dans l'industrie privée, elle réclame avec force l'augmentation massive du nombre des places dans les concours d'Ecole normale, etc...

Nous ne voulons pas nous sub-

stituer aux syndicats, mais nous pensons que leur voix doit être entendue.

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 10 ans, et le gouvernement actuel qui aggrave la politique de ses prédécesseurs, sont responsables de la grande misère de l'école publique. A ceux qui croyaient sincèrement à un changement, nous disons : « On vous a trompés ».

Il y aura un changement dans les destinées de l'école, s'il y a un changement de politique et surtout un changement d'équipe au pouvoir. Ce sont les mêmes têtes qui ressortent. Diront-ils toujours devant la situation lamentable de nos jeunes : « Nous n'avons pas d'argent » ?

LE CHEMIN DE LA VRAI GRANDEUR FRANÇAISE

Vont-ils enfin se décider à négocier la paix en Algérie et pratiquer une politique de paix en général. Le chemin de la vraie grandeur française passe par là. Et nous disons aux parents d'élèves de nos écoles : Unissez-vous et agissez auprès des pouvoirs publics pour exiger du personnel de qualité. Nous savons que les syndicats de l'Enseignement technique et de l'Enseignement moderne sont prêts à soutenir votre action.

Leurs revendications et les nôtres se complètent.

Et si tous les laïques se joignent à cette protestation commune, l'école publique, qu'on frappe sciemment depuis des années au profit de l'école confessionnelle, sera défendue avec énergie. C'est le vœu que nous formulons pour l'avenir de nos jeunes gens et de nos jeunes filles.